



PENSER
VOYAGER
DÉCOUVRIR

AUTREMENT



Affreux, sales et fainéants

**Comment les riches voient-ils les pauvres ?
Le sociologue Serge Paugam a mené l'enquête
dans les beaux quartiers de Paris, São Paulo et
Delhi. Ses conclusions ont de quoi inquiéter...**

Au XIX^e siècle, l'historien Louis Chevalier avait montré que l'élite bourgeoise de l'époque qualifiait les « classes laborieuses » de « classes dangereuses ». Qu'en est-il aujourd'hui, alors que les inégalités, depuis les années 1980, ne cessent de croître ? Les pauvres suscitent-ils, chez les plus riches, les mêmes réactions de peur et de rejet ? Quatre sociologues, Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Nau-



det, ont mené une vaste enquête dans les beaux quartiers de trois métropoles : Paris (5^e et 16^e arrondissements, Ville-d'Avray et Le Vésinet), São Paulo et Delhi. De leurs entretiens surgit une question majeure : quand les classes les plus aisées s'isolent dans des ghettos dorés, lorsque leur progéniture ne fréquente plus que des établissements privés, les conditions d'une indispensable solidarité, au fondement de nos démocraties, sont-elles encore réunies ? Entretien avec Serge Paugam, spécialiste des inégalités et de la pauvreté.

Les pauvres sont-ils aujourd'hui encore considérés par les plus riches comme une « classe dangereuse » ?

Les propos que nous avons recueillis dans les trois métropoles rappellent étrangement ce que pensaient les bourgeois du XIX^e siècle. Nous reproduisons par exemple une lettre citée par Friedrich Engels, en 1845, dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1844*. Cette lettre était adressée au rédacteur en chef du *Manchester Guardian* pour se plaindre des mendiants qui empêchent d'aller tranquillement dans les rues. La dame qui signe la lettre stigmatise « leurs vêtements en haillons et leur aspect maladif », leurs « infirmités repoussantes » et revendique, elle qui paye un « impôt si

À LIRE

Ce que les riches pensent des pauvres, de Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet, éd. Seuil, 352 p., 23 €.

lourd » pour l'entretien de la police municipale, le droit d'être « enfin à l'abri d'importunités aussi désagréables ». Ces arguments, ces peurs, l'effort constant des riches pour éviter les pauvres, nous les avons maintes fois rencontrés au cours de nos entretiens. Il existe donc bien un socle commun, une sorte d'invariant historique dans les rapports que les classes supérieures entretiennent avec les pauvres. Mais la réalité est évidemment plus complexe, et les représentations de la pauvreté varient d'une personne et d'un pays à l'autre.

L'entre-soi des classes les plus aisées n'est pas un phénomène nouveau...

Dans les années 1960 et 1970, Pierre Bourdieu a bien mis en lumière les stratégies de distinction des classes supérieures, notamment à travers l'étude de leurs pratiques culturelles. Il a montré qu'elles étaient autant de justifications de leur supériorité et, par conséquent, de leur bien-fondé à maintenir leurs privilèges. L'originalité de notre travail est d'avoir exploré en profondeur le discours des riches sur les pauvres. A la logique purement agrégative, de nature affinitaire, s'ajoute l'effort quotidien pour construire une sorte de frontière morale destinée à s'affranchir, dans leur espace, de la présence des autres catégories sociales, a fortiori des pauvres. Cet ordre moral contribue à cimenter les relations entre les habitants qui en partagent les valeurs et, à l'inverse, à justifier la mise à distance des autres, qu'il s'agit de contenir en dehors des limites du quartier. A la constitution de cette « frontière morale », nous avons pu ainsi ajouter deux autres mécanismes de discrimination qui permettent au bout du compte de justifier les inégalités.

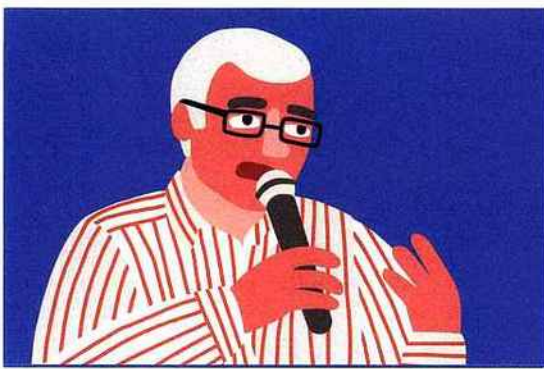
Lesquels ?

Il s'agit d'abord d'un discours sur le caractère indésirable des pauvres, de sentiments qui vont de l'insécurité au dégoût. En Inde et au Brésil surtout, ils font partie du discours ordinaire des habitants des beaux quartiers. A São Paulo, en particulier, où la criminalité atteint des taux élevés, les pauvres sont jugés potentiellement dangereux du seul fait de la violence qu'ils sont supposés propager dans la ville. Les riches racontent ainsi éviter de se promener à pied dans leur quartier, ne prendre qu'exceptionnellement les transports en commun, ne plus sortir dans les espaces publics, d'éviter tous les lieux où ils peuvent être en relation avec les classes populaires. Ils se réfugient dans le confort de leurs résidences hautement sécurisées.

Mais les pauvres sont jugés dangereux pour d'autres raisons. Ils sont suspectés d'être sales, peu respectueux des règles d'hygiène, voire porteurs de maladies contagieuses. A Paris, évidemment, ce discours n'est pas aussi prononcé, l'hygiène, les infrastructures sanitaires, la propreté des espaces publics ayant fait des progrès considérables. Cela n'empêche pourtant pas de le voir resurgir à l'occasion de l'arrivée des migrants. Ou vis-à-vis des Roms, comme nous l'avons constaté avec surprise. Au moment où nous menions nos entretiens, en 2013, Manuel Valls avait prononcé un discours qui stigmatisait les Roms. Incapables de s'intégrer, ils avaient, selon lui, « vocation à rester en Roumanie ou à y retourner ». Disant cela, il avait fait éclater le verrou du politiquement correct et libéré un discours raciste, probablement latent, à l'égard de cette population. De la même façon, au début de l'année 2016, la décision d'implantation d'un centre d'hébergement pour les réfugiés et les sans-abri à l'orée du bois de Boulogne a immédiatement provoqué la mobilisation des habitants du 16^e arrondissement : quarante mille personnes signèrent une pétition. De tels événements ravivent les représentations anciennes, qui sont loin d'avoir disparu.

L'autre mécanisme de discrimination des pauvres que vous mettez en avant consiste à justifier leur infériorité...

Dans toutes les sociétés, la pauvreté, quand elle est visible, suscite de la compassion. Pour pouvoir vivre dans l'opu-



« Ce qu'ils disent rappelle étrangement ce que pensaient les bourgeois du XIX^e. »



« Pour les riches, l'idée de la mixité sociale est proprement invivable. »

lence à côté de personnes démunies, il faut donc se construire un équipement moral, un système de bonne conscience qui va vous permettre de supporter ce décalage : une justification théorique de la société telle qu'elle est, que Pierre Bourdieu, en s'inspirant de Max Weber, a appelé « *sociodicée* ». En Inde et, dans une moindre mesure, au Brésil, les habitants des beaux quartiers considèrent ainsi qu'il y a des êtres « naturellement » plus doués, plus compétents, plus intelligents que les autres. Et que, par conséquent, il y a toujours eu des pauvres, qu'il y en aura toujours et qu'il faut se satisfaire d'un ordre inégal contre lequel on ne peut rien. Cette conception de la supériorité naturelle des riches est ancrée dans les représentations des sociétés particulièrement inégalitaires. Et se traduit par une condamnation virulente des programmes sociaux, considérés comme inutiles ou inefficaces. L'élite de São Paulo s'est ainsi violemment mobilisée contre la Bolsa Família, un programme social ambitieux mis en place par le gouvernement Lula et prolongé sous le mandat de Dilma Rousseff.

Et en France ?

En France, le discours est différent, rares sont ceux, parmi nos interlocuteurs, à soutenir que les pauvres sont « naturellement » pauvres, et la plupart reconnaissent l'importance des déterminismes sociaux. Pour justifier les

inégalités, le discours emprunte plutôt à l'idéologie du mérite : on mettra en avant la « valeur travail », les efforts que l'on a consentis, que ses enfants consentent, les grandes écoles que l'on a fréquentées. La plupart de nos interlocuteurs soutiennent les programmes sociaux comme le RSA ainsi que les efforts de l'Etat pour combattre la pauvreté. Il ne faut pas oublier que le RMI (l'ancêtre du RSA) a été adopté à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale, en 1988. Mais on voit aujourd'hui resurgir certaines formes de contestation des programmes sociaux et s'amplifier le discours de stigmatisation de « l'assistanat », très présent, au moment de la campagne présidentielle, dans les débats organisés à l'occasion de la primaire à droite. On met en cause, comme on l'a vu au Brésil, les « effets pervers » des lois sociales.

C'est-à-dire ?

La paresse. Les aides sociales encourageraient la tendance « naturellement » paresseuse des pauvres et les empêcheraient de s'en sortir par eux-mêmes. Les aider financièrement ne serait pas un service à leur rendre. La stigmatisation récente des « fainéants » par Emmanuel Macron participe de ce discours et m'a surpris, tant elle semble contre-productive par rapport à l'ambition affichée dans son programme de renforcer la cohésion

PENSER AUTREMENT

sociale. Elle fait suite à ses propos méprisants du 27 mai 2016 face à deux grévistes : « *Le meilleur moyen de se payer un costard, c'est de travailler.* » Cette forme d'arrogance relève peut-être d'une maladresse, mais elle traduit malheureusement un décalage entre le monde des catégories supérieures et la réalité des gens qui vivent dans la pauvreté.

Peut-on parler aujourd'hui de sécession des riches ?

La ségrégation sociale augmente dans les villes et elle est avant tout le fait des riches, qui s'attachent à construire leur univers dans un entre-soi de plus en plus hermétique au monde extérieur. Cette tendance s'affirme depuis plusieurs années, fondée sur l'idée que la mixité sociale est proprement invivable. Cette tendance ne concerne toutefois pas que les plus riches. Le même phénomène de ghettoïsation s'observe dans d'autres couches de la population, qui essaient d'éviter la mixité sociale. Pas très loin des quartiers populaires, on crée des résidences sécurisées pour classes moyennes. Or la réduction de l'espace public, où l'on vit entre égaux, où l'on se croise et se respecte mutuellement, même si l'on est différents socialement, menace la cohésion de nos sociétés. En Inde et au Brésil, cet espace public se réduit comme une peau de chagrin.

Dire qu'aujourd'hui, en France, les riches font sécession est sans doute un peu fort, mais la tendance au renforcement des antagonismes entre groupes sociaux est évidente. Et cela peut remettre en question les principes de solidarité qui fondent nos sociétés démocratiques. A partir du moment où les plus aisés cherchent exclusivement à satisfaire leurs intérêts de classe, c'est la cohésion sociale du pays qui risque de se fracturer. Ce n'est pas l'intérêt des riches eux-mêmes. L'objet principal de notre livre n'est donc pas de dénoncer leur attitude : il s'agit d'inviter l'ensemble des couches de la population à réfléchir à ce qu'il y a de proprement solidaire dans l'humanité. Il n'y a pas de paix séparée face à la misère. Nous sommes tous inévitablement solidaires.

Propos recueillis par Michel Abescat
Illustrations Cécile Gariépy
pour Télérama

SERGE PAUGAM
1960
Naissance à Lesneven (Finistère).
1988
Doctorat de sociologie.
1991
La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté, PUF.
2000
Le Salariné de la précarité, PUF.
2005
Les Formes élémentaires de la pauvreté, PUF.
2014
L'Intégration inégale (sous la dir. de), PUF.